





20 nov > 2 déc 2012

Mode d×emploi

UN FESTIVAL DES IDÉES

× Domination et émancipation : pour un renouveau de la critique sociale

Mardi 27 novembre | 19h30 | MC2: Grenoble



Luc Boltanski / France
Nancy Fraser / États-Unis

Rencontre animée par :
Philippe Corcuff
IEP de Lyon





MC2: Grenoble - 4 rue Paul Claudel - 38 000 Grenoble
Tél: 04 76 00 79 00 - www.mc2grenoble.fr
www.festival-modedemploi.net

Avec :



Luc Boltanski, sociologue, est directeur d'études à l'EHESS, où il a créé en 1985 le Groupe de Sociologie Politique et Morale, auquel il appartient toujours. Il mène des recherches sur la sociologie du sens de la justice et de la critique. Il a notamment publié *De la critique. Une sociologie de l'émancipation* (Gallimard, 2009), mettant en lumière les mécanismes de domination dans les sociétés démocratiques et capitalistes contemporaines.

→ ***Énigmes et complots : une enquête à propos d'enquêtes*** (Gallimard, 2012)



Nancy Fraser, philosophe féministe, est professeur de philosophie et de sciences politiques à la New School for Social Research (New York). Elle occupe également la « Global Justice Chair » au Collège d'études mondiales (Paris), et est actuellement « Einstein Visiting fellow » de la Freie Universität de Berlin.

→ ***Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*** (traduit par E. Ferrarese, La Découverte, 2011)

→ ***Le Féminisme en mouvement. Des années 1960 au néolibéralisme*** (traduit par E. Ferrarese, La Découverte, 2012)

Animé par :



Philippe Corcuff , maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon et membre du laboratoire CERLIS (Université Paris Descartes/CNRS), est engagé sur le terrain social et politique : il est notamment membre du Conseil Scientifique de l'association ATTAC France et co-fondateur de l'Université Populaire de Lyon.

→ ***Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*** (La Découverte, 2012)

Retrouvez les invités de Mode d'emploi en Région Rhône-Alpes

Rencontre autour de
Où est passée la critique sociale ?
(La Découverte, 2012)
Mer. 28 nov. | 12h30 | La librairie du Tramway (Lyon)

La librairie du Tramway invite le sociologue **Philippe Corcuff.**

92-104 rue Moncey - Lyon 3ème
Tél : 04 78 14 52 27
www.lalibrairiedutramway.com

Luc Boltanski

Sociologie et critique sociale : épuisement ou renouveau ?

L'épuisement de la critique ?

S'agissant de la critique, au sens où le terme est entendu dans les courants se réclamant de la gauche, la question principale que nous devrions, selon moi, aborder, est celle du peu d'effets de la critique dans la situation historique qui est actuellement la nôtre[1]. Mais aussi, par contre coup, la question des réactions dangereuses et des dérives vers des positions venues de l'extrême droite que l'on peut, au moins en partie, imputer à l'inefficacité de la critique de gauche. Ajoutons tout de suite que ces dérives affectent non seulement des groupes et des mouvements déjà positionnés à droite mais aussi des acteurs, individuels ou collectifs qui, tout en s'affirmant toujours « de gauche », tendent de fait, et, le plus souvent, de façon tacite, à infléchir leurs dispositions politiques de façon à incorporer, en les réinterprétant, des thématiques qui, il y a peu, auraient été considérées comme typiquement réactionnaires. Si l'on admet que la couleur politique d'une époque dépend, dans une large mesure, des limites qui bornent le champ de ce qui peut être dit publiquement ou, au contraire, de ce qui doit être tu ou euphémisé, c'est donc l'ensemble de la problématique aujourd'hui dominante — ou, si l'on veut, « hégémonique »[2] — qui se trouve affectée par la défaillance des formes critiques ayant marqué, surtout depuis l'essor du mouvement ouvrier, les identités et les postures contestataires.

L'inefficacité de la critique est particulièrement manifeste dans le cas de la critique du capitalisme. Cette dernière, à laquelle les sciences sociales ont largement contribué, a été très active durant les décennies 1960-1970, puis s'est trouvée quasiment réduite au silence durant les deux décennies suivantes.

Le silence de la critique dans les années 1980-1990

Il conviendrait d'abord d'analyser de façon détaillée et précise les raisons de cet épuisement. La plus évidente est, bien sûr, l'effondrement des croyances jusque-là investies dans la nécessité et dans la possibilité d'une révolution d'inspiration communiste, quel que soit le sens précis donné à ce terme (avec, par exemple, la distinction entre un communisme d'État et un communisme de conseils). Il a été associé au déclin, non plus relatif comme par le passé, mais, en quelque sorte *absolu*, des espoirs placés dans les pays dits du « socialisme réel ». Ou de l'espoir mis dans la capacité des régimes politiques qui étaient au pouvoir dans ces pays et qui se réclamaient, de façon largement abusive, du « communisme », à se « réformer », c'est-à-dire, en particulier, à se débarrasser de la terreur.

Mais la recherche des causes du déclin de la critique dans les années 1980-2000 ne peut s'en tenir à cette seule explication. Sans doute devrait-elle donner un poids équivalent à la réussite des manœuvres multiples par lesquelles le capitalisme est parvenu, à partir de la fin des années 1970, à surmonter les difficultés qu'il a rencontrées au cours des années qui ont précédé et suivi Mai 68. Parmi ces difficultés, il faut mentionner la baisse de la productivité, la montée en puissance des syndicats, l'extension de la contestation à des travailleurs dits « tertiaires » et le développement de la contestation étudiante, et surtout la baisse de la part revenant aux actionnaires dans le partage de la valeur ajoutée. Le capitalisme est parvenu à retrouver une nouvelle vigueur en se libérant des compromis qu'il avait été contraint de passer, au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec les États-nations et, aussi, dans une certaine mesure, avec les forces se réclamant du mouvement ouvrier.

Ces déplacements du capitalisme — qu'il serait trop long de rappeler ici dans le détail —, ont eu pour effet, non seulement de relancer les profits des actionnaires et d'engendrer de nouvelles inégalités, mais aussi d'éroder profondément les syndicats et, plus généralement, le mouvement ouvrier. Ils ont permis ainsi, notamment par le truchement des délocalisations et de l'industrialisation de la finance, de libérer le capitalisme de la double contrainte qui pesait jusque là sur lui. Soit, d'une part, la contrainte ouvrière, allégée par les restructurations d'entreprise, l'externalisation et le chômage et, d'autre part, la contrainte fiscale, qu'il subissait au temps des compromis avec l'État social.

1. Ce que je vise ici est donc moins la faiblesse de la pensée critique, que pointe Philippe Corcuff, que son inefficacité, même dans les cas où elle serait pertinente (v. Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale*, Paris, Textuel, 2012).
2. V. Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, La fabrique, 2011, particulièrement pp. 45-90.

Un retour de la critique dans les années 2000 ?

Toutefois, cette réduction de la critique au silence, que je viens d'évoquer, a été de courte durée. À la fin des années 1990 et plus encore dans les années 2000, la critique du capitalisme est redevenue très active. Se donnant pour tâche de comprendre les nouvelles structures managériales globalisées et les modes de gouvernementalité, qui leur étaient associées, y compris à des échelles locales, elle a surtout pris la forme d'une critique du libéralisme, et du néolibéralisme, compris comme une pathologie du capitalisme, plutôt qu'elle n'a remis en chantier la critique du capitalisme en tant que tel et la réflexion sur des alternatives au capitalisme. Cette nouvelle critique du néolibéralisme s'est trouvée confirmée et stimulée par la crise de 2007-2008.

Et pourtant, il faut bien reconnaître que ces nombreuses, et souvent pertinentes, recherches critiques n'ont affecté que de façon très limitée les processus et les dispositifs qui concourent au formatage de la réalité historique, qu'ils soient d'ordre politique, économique ou culturel. Et cela, que l'on se tourne *vers le bas* ou *vers le haut*.

Vers le bas, elles n'ont pas trouvé réellement d'écho dans les mouvements sociaux. Ces derniers, soit se sont maintenus sur les positions héritées du passé, qui avaient accompagné leur déclin, soit ne sont pas parvenus à se constituer sous des formes originales et offensives. En témoigne, par exemple, les difficultés rencontrées par les associations et mouvements de travailleurs précaires pour mettre en place des coordinations susceptibles de leur donner une identité et un poids collectif et d'accroître leur force dans les rapports de force avec les employeurs (dont l'État). On a assisté à des moments d'effervescence collective qui témoignent d'un mécontentement très général et très profond. Mais ils ont gardé un caractère sporadique et n'ont pas engendré, pour l'instant, de structures contestatrices stables.

Vers le haut, c'est-à-dire, du côté des instances dirigeantes, qu'elles se réclament de la droite ou de la gauche, les thèmes et les mots de la critique ont été fréquemment empruntés, mais sans que cela n'infléchisse de façon réelle et durable les politiques mises en œuvre. Dans la bouche des dirigeants, les mots de la critique sont demeurés des paroles verbales.

Ecrits et paroles critiques, se réclamant souvent de la philosophie sociale ou des sciences sociales, mais aussi de la littérature, ont été lus et écoutées. Ils ont trouvé — comme on dit — un public. Mais, ne parvenant à modifier la réalité ni vers le bas, ni vers le haut, la critique est devenue un genre littéraire parmi d'autres et même une sorte de discipline universitaire. Pourtant, même cantonné dans l'arène des campus, son rôle est demeuré marginal. En témoigne, notamment, le faible poids des courants économiques dits hétérodoxes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils prennent rarement des formes radicales, qui ne sont, néanmoins, pas parvenus à ébranler la puissance du *main stream* économique dont les idées majeures ont pourtant largement contribué à façonner les dispositifs économiques auxquels on impute, non sans raisons, certains des aspects les plus ravageurs de la présente crise.

Comprendre l'échec de la critique

Il ne peut y avoir de véritable relance de la critique si les raisons de son inefficacité actuelle ne sont pas soigneusement analysées. On peut suggérer quelques pistes.

Mentionnons, *vers le bas*, la coupure, tout à fait nouvelle dans l'histoire des deux derniers siècles — comme l'a bien souligné Razmig Keucheyan[1] —, entre les penseurs critiques (au moins la plupart d'entre eux), et les mouvements sociaux. A une longue période durant laquelle la pensée critique se voulait d'abord une mise en forme et une interprétation des revendications issues des mouvements sociaux a succédé une autonomisation de la critique, considérée, quasiment, comme une sorte d'art trouvant, en lui-même, sa finalité. Une critique pour la critique comme on parle « d'art pour l'art », souvent hautaine et enfermée dans les débats internes du champ critique, avec ses tensions entre penseurs concurrents. La nébuleuse critique a ainsi pris la forme paradoxale d'une « avant-garde » de maîtres penseurs (forme pourtant largement mise en cause, au lendemain de Mai 68) mais sans arrière-garde et sans troupes.

Vers le haut, s'agissant de comprendre le statut actuel de la critique, sans doute faudrait-il porter l'attention sur les nouvelles formes de gouvernementalité qui se sont établies au cours des dernières décennies. Une des spécificités du *mode de domination gestionnaire* qui s'est mis en place en Europe est peut-être,

1. Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zone, 2010.

précisément, sa capacité de tolérance à l'égard de la critique à condition, précisément, qu'elle demeure cantonnée dans l'ordre du discours sans que ses conséquences pratiques ne soient même envisagées. Aux formes anciennes de pouvoir, qui craignaient la critique, et qui, de ce fait, cherchaient à l'entraver, se sont substitués des modes de gouvernance capables, d'un côté, d'incorporer certains éléments de la critique, soigneusement sélectionnés et surtout d'en manier le vocabulaire. Et, de l'autre, de lui opposer sans cesse l'épreuve, supposée réaliste, de la *nécessité*, c'est-à-dire d'une réalité sensée régie par des forces, dont la nature totalement systémique et impersonnelle serait telle qu'il serait irresponsable et vain de vouloir leur échapper.

Dans cette logique, ceux qui se proclament les *responsables* du cours des choses et dont les volontés se manifestent avec efficacité en prenant appui sur les dispositifs policiers (le sens étant pris dans un sens large ou, si l'on veut, foucaldien) peuvent légitimer leurs interventions en tenant un double langage. C'est-à-dire en affirmant, en même temps, qu'ils sont en charge de tout, et qu'ils ne sont responsables, *en fait*, de rien du tout, le pouvoir qui leur a été conféré, notamment par le suffrage universel, leur donnant comme seule tâche *raisonnable* d'accompagner les effets des forces systémiques qui s'imposent à eux-mêmes, comme elles s'imposent « à tous ». Mais, bien sûr, surtout quand ils se réclament de la gauche, de le faire *au mieu*x, c'est-à-dire avec la plus grande « humanité » possible à l'égard de ceux que l'on appelle désormais « les plus pauvres » et qui sont les premiers à faire les frais des mesures qu'ils édictent.

À la différence des modes classiques de domination, facilement poussés à la brutalité, ces nouvelles formes se caractérisent donc par une intelligence beaucoup plus élevée des mécanismes de la puissance, puisée, au moins pour une part, dans les sciences sociales les plus sophistiquées, souvent incorporées dans les dispositifs de management. Elle permet à ces pouvoirs, non plus de se maintenir en s'opposant au changement, mais de faire de changements traités, à la fois, comme s'imposant depuis une nécessité externe et comme l'expression d'une volonté prenant appui sur la compétence des experts, l'instrument le plus efficace de la domination[1].

La critique du néo-libéralisme

L'un des effets positifs de la critique du néolibéralisme, telle qu'elle s'est trouvée déployée au cours des dix dernières années, a été de mettre en lumière les changements introduits dans le fonctionnement de l'État et des services publics par l'importation de logiques managériales (telles que le *benchmarking*, la comptabilité analytique, la contractualisation des relations entre acteurs, l'emploi temporaire et précaire, etc.). Ces dernières, d'abord inventées et mises en œuvre dans de grandes entreprises globalisées, fréquemment d'origine anglo-saxonne, ont été adaptées à la gestion publique en Grande-Bretagne sous le gouvernement de Margaret Thatcher, avant d'être reprises en France, surtout à partir des années 2000[2].

Mais on peut reprocher, toutefois, à cette critique d'avoir, en nombre de cas, cherché à identifier les changements en cours en opposant aux dérives actuelles de l'État, une vision, reconstruite après coup et idéalisée, des formes étatiques qui auraient, en France, précédé l'importation du « *new public management* ». Cela au prix d'un oubli des nombreuses, et souvent pertinentes, critiques de l'État qui avaient été proposées, notamment depuis les sciences sociales, dans les années 1960-1970, c'est-à-dire avant le tournant néo-libéral[3].

Les effets négatifs de cette amnésie sélective et de cette reconstruction d'un modèle idéalisé de l'État français « républicain », comme incarnation du bien commun, censé avoir précédé les dérives actuelles de l'État, colonisé par les logiques néo-libérales importées depuis les pays anglo-saxons via les institutions européennes de Bruxelles, ont été, au moins, de deux ordres.

Ils ont, d'une part, recentré la critique du capitalisme sur l'opposition entre le privé et le public, entre les logiques managériales, largement vilipendées, et les logiques étatiques, supposées appelées à jouer un rôle salvateur, non, bien sûr en s'opposant au capitalisme, mais en l'« encadrant » voir, en le « moralisant » (comme si le capitalisme pouvait supporter un autre régime moral que le libéralisme économique). Or, c'est ignorer que la crise actuelle est, à la fois, une *crise du capitalisme* et une *crise de la forme État*[4]. Le capitalisme semble avoir, pour le moment, surmonté la situation de crise, dans laquelle il se débat depuis plusieurs décennies, en la transférant sur les sociétés — avec la conjonction actuelle d'un capitalisme florissant et de sociétés de plus en plus inégalitaires rongées par le chômage et la précarité.

1. Sur le mode de domination gestionnaire v., notamment, Luc Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, pp., 190-202.
2. V. Pierre Lascoumes, Partrick Le Galèq (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences-po, 2005.
3. Pour un rappel de ces critiques v. Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012.
4. V. Nancy Fraser, *Scales of Justice: Reimagining Political Space in a Globalized World*, New York, Columbia UP, 2009.

La situation de déséquilibre dans laquelle le capitalisme se trouve pris, demeure, néanmoins, persistante, entraînant, à sa suite, une crise de la forme État, caractérisée, notamment, par la difficulté croissante des États à rendre effective et crédible l'exigence de souveraineté qui constitue pourtant le fondement de leur légitimité. Le développement du capitalisme, au niveau mondial, et celui de la forme État-nation ont été — comme l'ont montré de nombreuses analyses historiques —, à la fois relativement indépendants et concomitants. Ces deux types d'entités, la première, fondée sur des *flux* délocalisés, la seconde sur des *territoires* protégés par des frontières nationales, et supposés homogènes, ont toujours entretenu des relations complexes. Elles ont été marquées, indissociablement, par la coopération et par le conflit, en fonction, notamment de la capacité des États à prélever l'impôt, non seulement sur les personnes, mais surtout sur les sociétés, qu'elles soient tournées vers l'industrie, le commerce ou la finance. Dans la situation présente, c'est largement en se donnant les moyens de se soustraire à l'impôt, que le capitalisme est parvenu à surmonter la crise qui l'affecte, mais cela en la transférant sur les États dont le principe de souveraineté est largement entamé par la nécessité dans laquelle ils se trouvent de recourir à l'emprunt sur les marchés financiers. Or aucune perspective crédible ne permet de penser que les États soient actuellement en mesure de modifier cette situation à leur avantage, ni même, d'ailleurs, qu'ils soient réellement disposés à le faire, au-delà des vœux pieux délivrés à l'issue des grands forums internationaux.

La dérive de la critique du libéralisme économique vers la critique du libéralisme politique

Le second type d'effets exercés par la façon dont a été menée, en nombre de cas, la critique du néolibéralisme, a été d'ouvrir la voie à un déplacement, depuis la critique du *libéralisme économique*, vers une critique généralisée du *libéralisme politique*, qui constitue pourtant un héritage en partie indépassable des démocraties modernes et d'ailleurs aussi de la gauche, y compris dans ses expressions les plus radicales. En France, cet antilibéralisme a souvent été travesti sous l'idiome du *républicanisme*. Ont pu ainsi tendre à se conjoindre en se renforçant l'un par l'autre, deux types de critiques du libéralisme. Le premier, venu de la gauche, qui met l'accent sur les inégalités sociales suscitées par les logiques économiques libérales. Le second, venu de la droite traditionaliste, qui met au premier plan la critique des libertés individuelles au nom d'exigences de nature moraliste et/ou nationalistes, souvent exprimées dans un langage organiciste et populiste.

De cette rencontre est en train d'émerger ce que l'on peut qualifier de nouvelle idéologie dominante, ou de *néo-conservatisme à la française*. Il est marqué, *à la fois*, par l'anticapitalisme (à la différence du néo-conservatisme américain), par le moralisme et par la xénophobie. Il se concentre, de façon quasi obsessionnelle, sur la question de l'identité nationale, avec l'opposition entre le vrai (et bon) peuple de France et les émigrés des banlieues, amoraux, violents, dangereux et surtout désireux de profiter abusivement des « bienfaits » de ce qui demeure de l'État-providence. Il réclame le renforcement des formes culturelles les plus « nobles » (auxquelles sont opposées les « élucubrations » de la contre-culture), et dénonce la faiblesse des démocraties, dont la tolérance confinerait au laxisme, avec pour conséquence la demande d'un renforcement des pouvoirs de police.

Cette idéologie, dans ses expressions les plus marquées, est, bien sûr, celle que véhiculent les partis de la droite extrême, comme le Front National. Mais il faut bien admettre qu'elle tend à contaminer, sous des formes plus euphémisées, nombre de discours et de pratiques qui se réclament non seulement de la droite traditionnelle mais aussi, dans un nombre non négligeable de cas, de la gauche. Et cela non seulement dans les propos de porte-parole politiques, soucieux de séduire des électeurs potentiels qui tendent à leur échapper, mais aussi, ce qui est plus inquiétant encore, dans certains développements de la gauche intellectuelle.

En témoignent les nombreux textes, publiés ces dernières années, aux confins de la philosophie sociale ou politique et des sciences sociales, qui mettent l'accent sur la recherche nécessaire des « limites » ; sur les exigences du « vivre ensemble » considéré uniquement d'un point de vue moral (celui de la « politesse ») et non sous celui de ses conditions effectives de réalisation ; sur les effets délétères de la critique (de « tout et de n'importe quoi »). Ou encore sur la nécessaire identification de « nos vraies valeurs », le « nous » en question, le plus souvent enveloppé de brumes, pouvant faire implicitement référence tantôt à « nous les occidentaux », tantôt à « nous les nationaux », tantôt, à « nous les intellectuels dépositaires d'un héritage ancestral » face à un monde menacé de débâcle. On ne passe pas très loin des déplorations à la Spengler sur « le déclin de l'occident », si souvent copiées dans les années 1930 dans la droite fascisante.

A un temps, celui des années 1960-1970, attaché à *déconstruire* les valeurs traditionnelles, étiquetées comme « bourgeoises », et d'ailleurs largement disqualifiées du fait de leur arraisonnement par les régimes fascistes, cléricaux ou vichystes (et d'ailleurs, aussi bien, staliniens), s'est substituée ainsi une période de *restauration*

des valeurs. Elle trouve un appui dans la dénonciation, quasi unanime, des supposés dégâts imputés à Mai 68, accusé d'avoir propagé le mépris à l'égard des institutions, des héritages et même de la sacro-sainte vérité, qu'il faudrait défendre contre les effets délétères du « relativisme », dont l'essor des sciences sociales, au cours des années 1960-1970, est tenu pour largement responsable.

Pour le dire en réutilisant certaines des catégories proposées dans *Le nouvel esprit du capitalisme*[1], l'offensive historique menée depuis trente ans, contre la critique de gauche, dénoncée comme gauchisme irresponsable, s'est faite en deux temps. Au cours d'une première phase, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, c'est surtout la *critique sociale*, portée par le mouvement ouvrier, qui a constitué l'adversaire privilégié. L'offensive a pris alors appui pour l'essentiel sur une dénonciation du « collectivisme » et sur des arguments faisant référence à la nécessité économique, mais aussi sur une conception étroite, et formelle, de la démocratie. Cette offensive contre la critique sociale est allée de paire avec une relative tolérance, au moins de façade, à l'égard de ce que nous avons appelé — dans *Le nouvel esprit...*—, la *critique artiste*. Mais, une fois les mouvements sociaux réduits à l'impuissance, l'offensive contre les avancées de Mai 68 a été menée cette fois au nom de la morale, de la famille, de la nation, de la culture et de l'effort. Elle s'est retournée alors contre la critique artiste, c'est-à-dire contre les demandes d'émancipation et les exigences libertaires qui ont été, depuis le XIXe siècle, portées surtout par des mouvements intellectuels ou artistiques (et, au premier chef, le surréalisme et le situationnisme).

Le renouveau de la critique sociale

Une relance de la critique doit, selon moi, repartir d'un approfondissement du diagnostic que je viens d'esquisser — et que certains ne manqueront sans doute pas de juger schématique et cavalier —, c'est-à-dire d'une analyse des raisons pour lesquelles la critique se trouve aujourd'hui cantonnée dans les arènes universitaires, et dans une position défensive dont l'un des effets est d'inhiber sa force de propositions.

Cette relance suppose d'une part que la réflexion critique se rapproche des expérimentations sociales actuelles les plus novatrices et les plus radicales, c'est-à-dire de celles qui engagent des personnes dans la recherche de nouvelles formes de vie, de coopération (de coopératives) et de lutte. Elles existent, certes, même si elles trouvent rarement un relais dans les médias ou dans la littérature essayiste. Cela nécessite que les chercheurs et les analystes soucieux d'accompagner les projets critiques fassent modestement leur travail, c'est-à-dire, concrètement, abandonnent la contemplation fascinée de leurs téléviseurs, où la « misère du monde » trouve un reflet déformé, pour aller aux choses mêmes. Qu'ils entreprennent ou poursuivent l'étude empirique, non seulement de la condition qui est celle, aujourd'hui, des plus démunis, mais aussi, ou surtout, des nouveaux dispositifs de pouvoir et de ceux qui les ont investis. C'est-à-dire, concrètement, que se développent les recherches — il faut bien l'admettre, de plus en plus difficiles à mener face à des centres de pouvoir de plus en plus fermés —, sur les nouveaux contours des classes dominantes, à la fois enracinées localement et globalisées.

Une démarche de ce type ne peut aboutir que si elle se donne pour objet l'analyse critique *conjointe* des deux forces qui, depuis le XIXe siècle, ont joué un rôle historique prépondérant. Soit, d'une part, celle du capitalisme et de ses évolutions récentes et, d'autre part, celle de la forme État-Nation. Ces deux modes de gouvernance en interaction sont, à la fois, au sommet de leur puissance et, profondément en crise. Le travail de réflexion critique devrait, en priorité, se donner pour objectif d'esquisser les contours du monde vivable qui pourrait se dessiner à l'issue de ces crises. Il gagnerait — selon moi —, à partir de la question, classique en sociologie, des règles et des sanctions et, plus précisément, de celle des inégalités face aux sanctions et face aux règles — qu'il s'agisse des lois éditées par les États ou des normes de « bonnes conduites » promues par les instances de management —, inégalités qui sont largement au principe d'un grand nombre d'autres asymétries qu'engendrent les instances sur lesquelles repose la sélection sociale. Elles concernent, par excellence, la question de la propriété et aussi celle de l'attribution des accomplissements, qu'ils soient loués pour leur réussite ou traités comme des échecs[2].

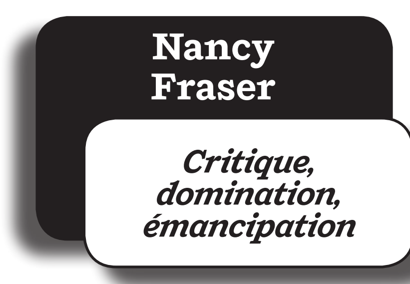
La tâche que l'on vient d'évoquer est difficile, particulièrement pour la sociologie, tant les formes originelles de cette approche disciplinaire, son armature conceptuelle et même son projet, se sont trouvés liés, à la fin du XIXe siècle, au développement des États-nations et à celui des modalités industrielles du capitalisme. C'est dire que la sociologie, si elle veut devenir ou redevenir réellement critique, doit entreprendre aussi un travail d'autoréflexion. Cela, d'abord, pour se libérer des tâches d'expertise dans laquelle les instances dirigeantes

1. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski, Eve Chiapello, Gallimard, 1999.
2. V. sur ce point, Luc Boltanski, *De la critique*, op.cit. pp. 213-230.

entendent la cantonner. Mais aussi, ou surtout, pour réélaborer profondément ses concepts et son langage de façon à se redonner les instruments — de l'ordre, à la fois, de la capacité technique et de la légitimité intellectuelle —, nécessaires pour réélaborer des cadres globaux d'analyse.

Des cadres de ce type sont indispensables pour dépasser la simple description des états de choses empiriquement constatés, et pour les soumettre à une appréciation critique. La critique est en effet impossible à mettre en œuvre, ou seulement de façon très limitée, si elle ne se donne pas les moyens de considérer le cours de la vie sociale depuis une position d'*extériorité* — ne serait-ce que sous la forme d'une expérience de pensée. Or cette extériorité, à partir de laquelle les situations sont interprétées, souvent pour en dénoncer l'arbitraire, mises en relations les unes avec les autres et totalisées, ne se présente jamais comme un donné, mais doit être construite, parfois à contre courant des évidences faciales, en prenant appui sur un appareil conceptuel original. C'est seulement à ce prix que la sociologie pourra se réapproprier, dans la nouvelle situation historique qui est aujourd'hui la nôtre, le projet, qui fut celui des fondateurs de cette approche, consistant *à donner sens à des événements en les rapportant à des totalités*[1]. On n'a peut-être jamais autant eu besoin de « grands récits ».

1. V. Aurélien Berlan, *La fabrique des hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, Paris, La Découverte, 2012.



traduit de l'anglais (États-Unis) par Valentine Vasak

L'heure est venue d'examiner à nouveau les notions de critique, de domination et d'émancipation. La crise qui frappe actuellement le capitalisme néolibéral confère à ces questions une nouvelle forme d'urgence : nous devons sans détour les remettre à l'ordre du jour. Dès lors, comment s'étonner de ce regain d'intérêt pour la critique, de cette passion retrouvée de l'émancipation ?

Cependant, il n'est pas évident, loin s'en faut, que les formes de critique en vogue à l'heure actuelle soient adaptées à la tâche qui est la nôtre. Il en va de même pour les définitions communément admises de la domination et de l'émancipation. Ces conceptions sont le fruit d'une époque révolue, où la propension à la crise inhérente aux sociétés capitalistes était principalement à l'état latent. Ces idées se sont développées sous une forme abstraite et moralisatrice, déconnectée de toute compréhension systématique d'ensemble du fonctionnement de notre société, de ses failles, des acteurs qui pourraient éventuellement la transformer et de leurs motivations.

Par conséquent, ces concepts méritent d'être réexaminés, de manière à déterminer quelles acceptions sont les plus à même de clarifier notre situation actuelle.

Pour ce faire, j'aimerais proposer une conception *ambitieuse* de la critique et une conception *modeste* de l'émancipation.

Pour commencer, je pense que l'objet de la critique doit être la société dans son ensemble : les sources profondes et structurelles de la domination sociale, les tendances à la crise ou les contradictions de la société, les formes de conflit social qui la caractérisent et le potentiel d'émancipation propre à chaque période de son histoire. Seule une conception aussi ambitieuse peut espérer mettre au jour les liens entre des « problèmes sociaux » apparemment distincts, révéler les causes structurelles profondes de ces problèmes et discerner dans quelle mesure ils se produisent de manière accidentelle ou nécessaire, et sont alors la conséquence de propriétés de la société en tant que système.

Pour le moment, je propose de concevoir la société dans son ensemble comme étant d'abord et avant tout une société capitaliste. Je n'entends pas capitalisme au sens étroit du terme, c'est-à-dire en tant que sous-système particulier de la société (le système du travail salarié, des entreprises privées, des processus de production de marchandises de l'économie de marché). Mais par capitalisme, j'entends plutôt une forme de vie au sens large, qui inclut non seulement l'économie monétarisée officielle mais également les formes d'activités informelles produisant de la valeur non-monétarisée et dont l'économie officielle dépend. J'ai appelé ces dernières les conditions préalables nécessaires à l'économie officielle.

Je mentionnerai deux conditions préalables absolument nécessaires, bien qu'il en existe davantage. La première est la biosphère naturelle, qui rend possible la vie et fournit l'apport matériel nécessaire à la production de marchandises. Le domaine de la « reproduction sociale » constitue la seconde condition. Il comprend les tâches domestiques et les activités associatives à l'échelle du quartier ou de la communauté. Ces activités ont pour but de créer, maintenir et transformer le lien social, tout en fournissant la « force de travail » qualifiée et intégrée socialement dont le capitalisme a besoin. Chacune de ces conditions préalables est absolument nécessaire au fonctionnement du capitalisme au sens étroit du terme. Chacune doit donc être intégrée à la conception de la société capitaliste qui constitue l'objet de notre critique.

De ce fait, la critique ne doit pas se limiter à l'économie officielle. Elle doit au contraire situer les formes d'injustices monétarisées, comme l'exploitation des travailleurs salariés, par rapport à d'autres formes d'injustices non-monétarisées telles que les dégradations écologiques, ou l'avantage que certains tirent des tâches domestiques ou de soin accomplies par des femmes (problème dit du « passager clandestin »). Seule une conception d'ensemble parvient à saisir les mécanismes qui génèrent effectivement des formes de domination. Parmi ces mécanismes, citons la stricte séparation structurelle opérée par le capitalisme entre le travail salarié et le travail non-salarié, distinction qui n'a pas cours dans d'autres sociétés. On peut également penser aux formes de métabolisme homme/nature propres au système capitaliste, et tout particulièrement l'industrie de transformation basée sur les énergies fossiles.

En outre, cette vision d'ensemble nous permet de saisir les sources profondes de l'instabilité de la société capitaliste qui sous-tend la crise actuelle. Trop souvent, on ne prête attention qu'à une seule dimension de la crise : cette dernière serait principalement liée à la finance, ou à la finance et à l'économie dite « réelle » (c'est-à-dire l'économie monétarisée). Pourtant, la dimension écologique de la crise, et la dimension de la reproduction sociale sont tout aussi importantes et non moins liées au capitalisme. Ces deux dimensions fonctionnent selon une même grammaire : dans les deux cas, la crise survient car l'expansionnisme sans limite du capitalisme érode nécessairement ses propres conditions préalables d'existence. Dans le cas de la crise écologique, cette érosion affecte précisément les processus naturels qui rendent possible la vie et fournissent l'apport matériel essentiel à la société. En ce qui concerne la crise de la reproduction sociale, elle touche les processus sociaux-culturels qui permettent d'établir des relations de solidarité, des dispositions affectives et l'horizon de valeurs qui sous-tendent la coopération sociale. Quant aux êtres humains qualifiés et intégrés socialement qui constituent la « force de travail », ils ne sont pas épargnés. Ainsi, parce qu'il pousse de plus en plus férocement à marchandiser la nature et la reproduction sociale, le néolibéralisme érode les bases mêmes sur lesquelles repose le capitalisme.

Je préconise donc un retour à la question du capitalisme, que de nombreux praticiens de la critique ont abandonné au cours des décennies précédentes, même s'il est nécessaire de renoncer à l'ancienne orthodoxie. En privilégiant une conception du capitalisme au sens large, nous pouvons intégrer à notre approche les différentes perspectives que proposent les nouveaux paradigmes critiques tels que le féminisme, la théorie postcoloniale et la pensée écologique. Cette approche rend possible non seulement une compréhension élargie de la domination, mais une critique du capitalisme comme ayant une prédisposition inhérente à la crise.

De manière générale, j'imagine une forme de critique qui tisserait des liens entre une « critique élargie de la crise » de la société capitaliste, une critique élargie de « l'équité » des relations de dominations qui en découlent nécessairement, et une critique de la « grammaire de vie » qui problématiserait la qualité des relations qui émergent de ce système (relations à soi, à l'autre, relations de l'homme à la nature). Comme évoqué précédemment, il s'agit ici d'une conception ambitieuse de la critique, discipline dont les travaux doivent circuler entre théoriciens critiques et acteurs sociaux, notamment les mouvements sociaux.

Il est intéressant de constater que cette vision ambitieuse de la critique s'accommode mieux d'une conception modeste de l'émancipation. Cette modestie n'est pas une invitation à réfréner nos efforts pour transformer la société, mais vise à modérer les théoriciens critiques trop prompts à investir l'émancipation d'un contenu précis. Il faut privilégier une conception ouverte, prête à être investie d'un contenu historique ou politique. Nous devrions nous contenter de cette modeste définition : l'émancipation est le fait de surmonter la domination. Mais les formes que revêt la domination ne sont pas révélées instantanément. Elles se dévoilent au gré de l'histoire, mises en lumière par la lutte sociale, de manière souvent imprévisible. Qui aurait pu imaginer il y a 50 ans, lorsque j'étais adolescente, l'existence de la domination hétérosexiste et son ancrage dans l'organisation structurelle de la société capitaliste ? Pourquoi ne pas envisager que dans 50 ans, d'autres que nous reconnaîtront de nouvelles formes de domination, que nous ne pouvons imaginer aujourd'hui ?

Une vision modeste de l'émancipation met en valeur ce processus historique ouvert qui dévoile progressivement notre conception de la domination. Se gardant de toute définition trop précise qui enfermerait ce processus sur lui même, notre vision se contente de cette idée, bien mince et tautologique de prime abord, que l'émancipation est le fait de surmonter la domination, quelques soient les formes que revêt cette dernière.

Valentine Vasak prépare actuellement un doctorat sur l'œuvre du dramaturge américain Edward Albee à l'université de Paris IV (Sorbonne). Agrégée d'anglais, elle réalise régulièrement des traductions dans plusieurs domaines (sous-titrages de films, articles...).

Demain, revenez à Mode d'emploi *!*

Que fait-on des sciences humaines et sociales et de la philosophie ?

Mercredi 28 novembre | 9h30-17h | Université Lumière-Lyon 2



Gouverner (9h30)

Avec:
Renaud Payre, Dominique Reynié, Sophie Wahnich
Animé par:
Mathieu Potte-Bonneville (ENS Lyon)
Arnaud Fossier (*Tracés*)

Connaître l'homme, organiser la société : si, historiquement, le projet d'une connaissance rationnelle des hommes est lié aux arts de gouverner, quels usages les nouvelles formes de l'action publique assignent-elles aux savoirs ? Et puisque nos sociétés se caractérisent à la fois par leur complexité et par leur exigence démocratique, quel rôle donner aux sciences humaines, écartelées entre leur fonction d'expertise et leur contribution à l'opinion publique?



Conserver (11h30)

Avec:
Romain Bertrand, Jean-Louis Gaulin, Emmanuel Laurentin, Jean-Michel Salaün
Animé par:
Mathieu Potte-Bonneville (ENS Lyon)
Yaël Kreplak (*Tracés*)

Rien de plus mouvant que l'acte de garder trace de ce qui s'est produit : des mutations techniques et scientifiques de l'archive aux usages socio-politiques de l'histoire et aux modalités de son enseignement, l'exigence de conserver impose aux sciences humaines de perpétuels renouvellements. Quelles nouvelles du passé ?



Éduquer (14h)

Avec:
Yves Citton, Anne Revillard, Bernard Lahire
Animé par:
Mathieu Potte-Bonneville (ENS Lyon)
Marc Lenormand (*Tracés*)

Quelle place accorder aux sciences humaines et sociales dans la formation des individus ? Quels sont les effets de ces savoirs sur la conduite de l'enseignement et le système éducatif ? Dans la pratique contemporaine de l'éducation, quels sont les enjeux du partage entre sciences et humanités ?



Transformer (16h)

Avec:
Luc Boltanski, Philippe Corcuff Sandra Laugier
Animé par:
Mathieu Potte-Bonneville (ENS Lyon)
Édouard Gardella (*Tracés*)

Les sciences humaines peuvent-elles changer le monde ? Ont-elles la capacité de transformer les individus, de modifier les comportements, ou de bouleverser les sociétés ? Si transformations il y a, de quelle nature sont-elles ? Parlons-nous de changements radicaux, révolutionnaires et fulgurants ou au contraire de processus lents et par étapes ?

Crédits photos : Catherine Hélie / D.R. / D.R.

Prolongez le débat, postez vos commentaires sur
www.villavoice.fr

Le Blog

de la Villa Gillet
en parteneriat avec Rue89Lyon et le master journalisme de l'IEP

Retrouvez-y aussi :
les articles des lycéens de l'Académie de Lyon,
les réponses des invités du festival,
des chroniques, reportages et interviews des étudiants rhône-alpins...





Les partenaires de *Mode d'emploi* :



RhôneAlpes Région
GRANDLYON communauté urbaine


Ce festival est soutenu par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France.


















































































vinatier du ferme la













Chambéry






Les partenaires des Subsistances :













